

L'État d'urgence entrave déjà nos libertés

Après les attentats de Daesh, le Président de La République a proclamé l'État d'urgence sur l'ensemble du territoire. Il veut à présent le prolonger au prétexte qu'il serait selon lui le moyen de lutter efficacement contre le terrorisme.

Or, comme le précise le Syndicat de la Magistrature, les outils pour lutter contre les terroristes sont déjà suffisants tant pour la justice que pour les forces de police. Plus globalement, la Ligue des Droits de l'Homme craint même une restriction des libertés individuelles et collectives.

Les premiers effets de cette décision n'ont pas tardé à se faire sentir, puisque la préfecture de Paris vient d'interdire plusieurs manifestations. Alors que la préfecture du Morbihan avait autorisé une manifestation d'identitaires Bretons à Pontivy dimanche qui s'était terminée par l'agression de Maghrébins, celle de Paris a annoncé rapidement son intention d'interdire la manifestation pour dénoncer les violences faites aux femmes du 21 novembre.

Quel message le gouvernement envoie-t-il, quand on sait que cette manifestation représenterait une immense claque pour ces terroristes qui haïssent tout progrès social et encore plus pour les femmes ? Elle a aussi décidé d'interdire les manifestations de la coalition Climat 21 le 29 novembre et 12 décembre. Ces interdictions sont en totale contradiction avec le leitmotiv « *la vie continue* » que nous serine le gouvernement.

Notre condamnation sans appel, tant des auteurs que des commanditaires de ces attentats ignobles, ne nous empêche pas d'affirmer que la lutte contre ces terroristes ne doit pas servir de caution à la restriction de nos libertés

La fédération SUD PTT demande la levée immédiate de ces interdictions. Ce n'est pas au gouvernement de décider du maintien ou non de ces manifestations. C'est au mouvement social et à lui seul de décider des suites.

Paris le 19 novembre 2015